

Qu'on ne s'y trompe pas, il ne s'agit en aucun cas d'alphabétisation entretenue par un pur et dur de l'alphabétisation populaire. Il s'agit d'une situation qui menace réellement les groupes dans leur intégrité. L'exemple des Flandres belges, qui nous a été relaté lors de notre participation au séminaire de Namur sur l'alphabétisation en milieu associatif, en est un exemple éloquent. Dans cette région de la Belgique, le réseau des associations est entièrement sous la tutelle d'un ministère, leur organisation ayant fait l'objet d'un décret gouvernemental.

S'intégrer ou se développer

Il est clair qu'on ne peut agir efficacement et étendre son rayon d'action dans l'isolement et avec des moyens précaires. Mais les groupes peuvent-ils s'en sortir? Doivent-ils encore se battre pour préserver une idéologie populaire difficilement reconnue, pour défendre les acquis, pour gagner un soutien politique qui n'assure que la survie? Pour une cause aux résultats imperceptibles, entre autres, parce que les moyens de la soutenir diminuent et que l'énergie militante est au plus bas? Comment faire valoir l'importance d'un mouvement populaire renforcé dans les actions de lutte contre la pauvreté, quand la plupart de ces activités ont été institutionnalisées et que les investissements publics y sont déjà jugés trop onéreux? Peut-on concilier dépendance financière vis-à-vis des pouvoirs publics et autonomie d'action? Toutes ces questions amenées sur la table au séminaire de Namur sont aussi celles du

mouvement québécois d'alphabétisation populaire.

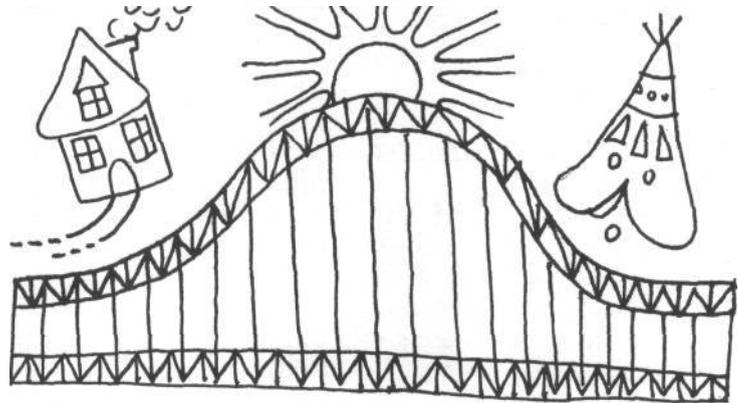
Au Québec, les groupes n'occupent qu'une petite partie du terrain de l'alphabétisation, et sont souvent contraints à une position de sous-traitance. Dans ces conditions, on ne peut vraisemblablement pas parler de partenariat avec le réseau public, si ce n'est de partenariat obligé par les circonstances. Ac-

ceptera-t-on d'entrer au service de l'organisation scolaire avec les avantages personnels et les conséquences négatives collectives qu'un tel statut comporte?

Les groupes populaires seront-ils bientôt contraints d'accepter un statut similaire à celui des groupes flamands où le travail d'alphabétisation tend à obéir à une gestion scolaire? Ce qui signifie programmation pé-

Un pont entre Trois-Rivières et Odanak

par Denise Carbonneau et Sylvie Tardif, COMSEP de Trois-Rivières



À COMSEP (Centre d'Organisation Mauricien de Services et d'Éducation populaire), nous avons privilégié l'approche conscientisante dans notre programme d'alphabétisation. Par le texte qui suit, nous aimerions vous faire part de certaines pratiques utilisées dans nos ateliers. Nous préparons nos outils d'animation de façon à tenir compte de la réalité quotidienne de la personne qui participe à nos ateliers, mais nous intervenons aussi de manière à lui donner suffisamment de moyens pour développer des capacités d'analyse critique face à la société en général. Pour réaliser cet objectif, il suffit de suivre l'actualité et il est facile de repérer maintes injustices

dagogique centralisée, distanciation des apprenantes et apprenants, recrutement normalisé des éducatrices et éducateurs et standardisation de leurs tâches, mais surtout recherche de rentabilité calculée en taux de croissance de la clientèle, et par conséquent marginalisation, voire abandon, d'une approche sociale de l'alphabétisation?

La comparaison de l'expé-

rience flamande avec celle du Québec donne beaucoup de vraisemblance à cette hypothèse de «développement» et interpelle l'ensemble du mouvement populaire d'alphabétisation. Irrait-il jusqu'au bout de l'aventure? Jusqu'où peut-il aller sans remettre en cause sa capacité d'innovation et son identité? Doit-il nécessairement limiter ses alliances à ces partenariats forcés

avec le réseau public ou alors ne doit-il pas rechercher des formes de partenariat véritables avec de nouveaux secteurs de la société?

La tendance actuelle est à l'intégration au réseau public. Les groupes choisiront-ils cette voie douillette ou celle plus exigeante du développement? La réponse collective leur appartient.

et inégalités sociales. Les médias ne nous font connaître souvent qu'un seul côté de la médaille; or, c'est la que notre groupe tente de faire découvrir l'envers de cette médaille. Au cours des années, nous avons développé plusieurs thèmes, depuis la loi de l'aide sociale, la démocratie en Haïti, la guerre du Golfe, en passant par la pauvreté dans notre région. Pour le présent texte nous avons choisi de développer le thème majeur que nous avons travaillé l'an dernier, soit la réalité amérindienne.

Au printemps 1990, lorsque nous avons évalué les thèmes possibles à approfondir pour l'année 1990-1991, nous n'aurions jamais pensé travailler sur un thème comme celui de la crise autochtone. Les événements d'Oka ne faisaient pas partie de l'actualité à ce moment-là. C'est d'ailleurs une des difficultés de la démarche de conscientisation, devoir réajuster régulièrement nos programmes afin de coller en permanence à la

conjoncture. Les animatrices doivent constamment se tenir informées de l'actualité sociale, politique et économique.

La lecture et l'analyse que nous faisons de ces événements tournaient autour de la désinformation médiatique, la violence d'une minorité d'Amérindiens et l'éveil du racisme chez un grand nombre de Québécois et Québécoises. Les préjugés véhiculés pendant cette période étaient nombreux et inacceptables. À l'automne 1990, en équipe de travail (salarisées et militantes), nous avons créé l'«ossature» de développement de ce thème et, avec les participantes et participants, nous avons poursuivi l'analyse afin de mettre de la «chair» autour. Notre objectif principal était de sensibiliser les participantes et participants au vécu quotidien des personnes amérindiennes, de faire des liens entre leur réalité et celles des personnes à faible revenu. Nous espérons aussi arriver à poser collectivement des gestes de solida-

rité envers la communauté autochtone d'Odanak (réserve abénaquise située au Sud de Trois-Rivières). Cette partie de la démarche, à savoir poser un geste concret, revenait aux groupes de participantes et participants et non à l'équipe de travail.

Un des enjeux importants a été de former des animatrices sur ce thème, certaines d'entre elles ayant aussi leur part de préjugés. Une des membres de notre équipe a été dégagée afin d'informer et de préparer les autres. Un travail de recherche a été fait auprès de différentes communautés autochtones dont celles d'Odanak et de Pointe-Bleue. L'élément déclencheur a été sans l'ombre d'un doute l'atelier-conférence animé par Mme Nicole O'bomsawin, de la communauté d'Odanak.

Elle a permis aux participantes et participants de faire les liens entre leur vécu de personnes assistées sociales et celui de personnes amérindiennes. Tout le salissage dont les deux groupes

font l'objet dans les médias, l'insistance sur leur pauvreté chronique, n'étaient que quelques exemples de situations similaires vécues par les deux groupes. À partir de cette rencontre, les participantes et participants ont été en mesure de cerner les contradictions entre le discours officiel et celui du «vrai monde». Chaque personne a pu se faire une idée plus objective du problème.

Concrètement, dans les ateliers, la démarche s'est poursuivie par des discussions à partir d'articles de journaux amenés par les participantes et participants. Les échanges portaient sur les droits et revendications du peuple autochtone et ceux des personnes assistées sociales. Certaines animatrices ont créé du matériel pédagogique, toujours sur le thème amérindien. Les participantes et participants ont voulu exprimer leur solidarité avec les autochtones en écrivant des lettres d'appui à la communauté d'Odanak. Le point culminant de cette démarche a été la présentation de la pièce de théâtre «Un pont entre Trois-Rivières et Odanak», écrite et jouée par des membres de COMSEP. La pièce a été interprétée devant

près de 400 personnes et avait pour objectif de mettre en lumière les injustices que vivent les femmes amérindiennes et québécoises.

Il est évident que nous n'avons pas travaillé uniquement sur le thème amérindien, sauf qu'il est resté présent dans nos ateliers et ce, durant toute l'année. Nous respectons aussi la volonté des participantes et participants de parler de sujets qui les touchent dans le quotidien, comme la pauvreté, la loi de l'aide sociale, la fermeture d'usines dans la région ou la démocratie dans leur groupe.

A l'intérieur de COMSEP, nous sommes conscientes que l'approche conscientisante demande beaucoup de travail et d'efforts. Nous essayons cependant d'alléger la tâche des animatrices en les alimentant régulièrement sur le thème choisi. Il est important aussi de savoir que conscientisation ne signifie pas simplement prise de conscience, mais bien développement critique de la prise de conscience. La méthode engendre un processus de changement social et doit amener à une dénonciation concrète des injustices. Nous ne désirons aucunement imposer

nos décisions ou décider pour les personnes apprenantes; notre action vise plutôt à apprendre aux gens à décider par eux-mêmes en sachant qu'une décision suppose toujours une action à réaliser.

Pour nous aider à développer nos thèmes majeurs, les groupes d'éducation populaire autonomes sont des alliés importants. Ils nous soutiennent par leur participation aux ateliers-conférences, par des recherches ou par des textes qu'ils produisent. Nous puisons régulièrement des documents d'analyse dans l'Ardoise, revue d'information produite par le MEPACQ*.

En terminant, il est important de souligner qu'une démarche de conscientisation n'est jamais terminée en elle-même, car les gens qui y ont participé deviennent des agents multiplicateurs dans leur milieu. Oui, c'est difficile de toujours privilégier l'approche conscientisante, mais lutter pour améliorer notre société nous apporte le ressourcement nécessaire.

* Mouvement d'éducation populaire autonome et communautaire du Québec.

Consigne: En plus des beaux sourires, trouver la «**récurrence**» dans les photos!

